

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1360>

**Ghislaine Joachim-Arnaud : « Les
békés veulent un procès colonial pour
faire payer le mouvement de février et mars
2009 »**

Date de parution : 14 décembre 2010

- Actualité -

Date de mise en ligne : samedi 20 novembre 2010

Mis à jour le : lundi 6 décembre 2010

UGTG.org

Une interview de Ghislaine JOACHIM-ARNAUD,
secrétaire générale de la CGTM

Ghislaine JOACHIM-ARNAUD : « Les békés veulent un procès colonial pour faire payer le mouvement de février et mars 2009 »

samedi 6 novembre 2010

Chronique Ouvrière : Tu as été convoqué à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Fort de France ? Pourrais-tu nous dire ce que l'Euro est reproché ?

Ghislaine JOACHIM-ARNAUD : Les faits sont simples.

[{JPEG}]

A la fin de l'Euro-mission Le Club, diffusée le 22 Mars 2009 par la chaîne ATV, reprenant le refrain entonné par de dizaines de milliers de manifestants mobilisés durant 38 jours en février et mars 2009, j'ai inscrit sur le livre d'Euro-or : « **Matinik sà ta nou, Matinik sà pa ta yo, an bann bètch profit vol, nou kà fout yo dewo. Komba ta la fok nou kontini à** ».

Suite à cette mission, un certain Jean-François Hayot président d'Euro une association d'onommée « Respect DOM » - (Rassemblement pour l'Euro-Essor de la Solidarité, de la Paix, de l'Euro-Entreprise et des Communautés Territoriales) - a déposé une plainte. Après une première convocation le 16 septembre 2009 devant les policiers du SRPJ, le procureur métro a assigné à comparaître devant le tribunal correctionnel pour provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence, à l'Euro-gard d'Euro un groupe de personnes Euro Euro ! ».

Cette mission se déroulait quelques jours après la fin du mouvement de grève qui a vu des dizaines de milliers de travailleurs, petits producteurs, chômeurs, femmes, jeunes, retraités, se dresser contre toute sorte d'Euro-abus, ce que nous appelions la « pwofitasyon », et particulièrement contre la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité, des produits alimentaires, de l'Euro-essence. Cette population excédée, manifestait aussi contre le chômage, les bas salaires, les maigres retraites etc.

Tout au long des jours de manifestations, les gros possédants, les békés, qui détiennent une part importante de l'Euro-économie, de la grande distribution ou de l'Euro-import-export, étaient pointés dans les chansons reprises et notamment le refrain : « **Matinik sà ta nou, Matinik sà pa ta yo, an bann pwofit à Euro vol, nou kà fout yo dewo, Matinik sà ta nou, Matinik sà pa ta yo, an bann bètch vol, nou kà fout yo dewo** ». Pour moi et très certainement pour une partie importante de la population, c'est Euro est invraisemblable, grotesque et anachronique que cela soit nous, représentants des travailleurs, qui nous trouvions trainés devant les tribunaux, accusés de racisme précisément dans un pays où la minorité béké a historiquement été liée jusqu'à Euro il y a quelques dizaines d'Euro-années encore, à l'Euro-oppression raciale et sociale, à l'Euro-esclavage d'Euro-abord, à la répression et à l'Euro-exploitation ensuite. Il s'agit d'Euro un pur procès colonial.

Chronique Ouvrière : Comment cette convocation devant le Tribunal a-t-elle été ressentie par les travailleurs et les militants qui ont participé au mouvement de février-mars 2009 ? Qu'est-ce que

la CGTM leur propose comme initiative pour le 15 dÃ©cembre, jour de lâEuros"audience du Tribunal correctionnel ?

Ghislaine JOACHIM-ARNAUD : En allant sur les marchÃ©s lors de prises de paroles et diffusions de tracts pour la grÃ¢ve gÃ©nÃ©rale du 26 octobre, plusieurs personnes, le plus souvent de milieu populaire, m'ont dit spontanÃ©ment qu'elles me soutenaient, qu'il me fallait avoir du courage et ne pas changer de langage.

De nombreux militants, ceux du mouvement social, des organisations syndicales et politiques, ont pratiquement tous qualifiÃ© cette convocation au tribunal correctionnel de provocation d'une justice coloniale. Ils dÃ©noncent ce « pouvoir colonial » qui « a osÃ© attaquer une dirigeante syndicaliste qui a fait que reprendre ce que disaient des dizaines de milliers de gens mobilisÃ©s contre la vie chÃ©re, le chÃ¢mage, les injustices en fÃ©vrier et mars 2009 ».

Les agents municipaux rÃ©unis en congrÃ©s du 20 au 23 octobre derniers, ont votÃ© une motion de « soutien total », affirmant que « G. Joachim-Arnaud ne sera pas toute seule face aux juges, et que toute la CGTM Ã©tait attaquÃ©e ». Ils ont affirmÃ© qu'ils seront tous devant le tribunal le 15 dÃ©cembre.

Par ailleurs, des militants et responsables de la CGTM ont dÃ©cidÃ© de crÃ©er un comitÃ© de soutien pour faire une campagne d'information sur le procÃ©s, et appeler les militants et adhÃ©rents, les organisations syndicales et politiques, les membres de la population Ã exprimer leur solidaritÃ©, leur volontÃ© de continuer la lutte contre « les exploiters-voleurs » et leur soutien lors du procÃ©s.

Chronique OuvriÃ©re : Pourrais-tu nous donner quelques informations sur lâEuros"Ã©tat de la situation sociale en Martinique et sur les luttes qui sont actuellement menÃ©es ?

Ghislaine JOACHIM-ARNAUD : En Martinique, la tension sociale reste palpable car malgrÃ© un certain rÃ©pit suite aux revendications arrachÃ©es aprÃ©s le mouvement de fÃ©vrier-mars 2009 (200 euros de prime de vie chÃ©re pour les bas salaires, baisse significative du prix de lâEuros"essence et de 400 articles de 1Ã©re nÃ©cessitÃ©), les problÃ©mes de fond ne connaissent aucune amÃ©lioration, au contraire.

Dans de nombreux secteurs, les patrons prenant prÃ©texte des derniÃ©res luttes sociales et aussi du ralentissement des affaires venant de la crise mondiale, ont licenciÃ©. C'est le cas dans le bÃ¢timent ou encore rÃ©cemment dans lâEuros"hÃ©tellerie avec des licenciements programmÃ©s dans certains hÃ©tels du groupe Karibea. Mais il y a aussi lâEuros"aggravation des conditions de travail, le harcÃ©lement au travail, notamment parmi les ouvriers agricoles. Le blocage de fait des salaires, des retraites, des revenus sociaux ne permet pas Ã la population laborieuse de faire face Ã lâEuros"augmentation des prix constatÃ©e sur de nombreux produits, Ã celle de la bonbonne de gaz qui vient de passer de 19 Ã 20â €, pour licencier. Il y a aussi la dÃ©gradation des services publics, qui frappent d'abord les salariÃ©s de ces secteurs, celui des hÃ©pitaux carrÃ©ment asphyxiÃ©s, celui de lâEuros"Education nationale avec la diminution des postes, mais aussi de la Poste ou des impÃ¢ts pour nÃ©n citer que certains. Mais la dÃ©gradation de ces services touche aussi la population qui en a le plus besoin et qui souffre.

Pour autant, on n'assiste pas en ce moment Ã de grandes luttes comme en fÃ©vrier-Mars 2009. Les travailleurs se dÃ©fendent nÃ©anmoins pied Ã pied et n'acceptent pas de voir aggraver leur situation ou celle de la population. C'est le cas par exemple ces jours derniers de travailleurs de lâEuros"hÃ©tel Amyris Ã Ste Luce, de ceux de lâEuros"hÃ©pital du Lamentin qui luttent contre la fermeture de la maternitÃ© de leur Ã©tablissement. Mais aussi des chauffeurs de bus affranchÃ©s de la compagnie de transport urbain de la RÃ©gion

urbaine de Fort de France qui n'acceptent plus les discriminations qu'ils subissent sur les salaires.

Alors, il est sûr que face à cette situation qui continue de s'aggraver, les salariés reprendront confiance dans leurs luttes pour faire reculer les « exploiters-voleurs » et améliorer leur sort.

Source : [Chronique Ouvrière](#) :